



Communiqué de presse publié le 11 juin 2025

Représentants de Parents d'Élèves

Cosignatures :

Conseils Locaux d'Ivry-sur-Seine

FCPE École Albert Einstein

FCPE École Anne Sylvestre

FCPE École Anton Makarenko

FCPE École Dulcie September

FCPE École Gabriel Péri

FCPE École Guy Môquet

FCPE Collège Henri Wallon

FCPE École Joliot Curie

FCPE École Maurice Thorez

FCPE École Orme au Chat

FCPE École Paul Langevin

FCPE École Rosalind Franklin

Union Locale FCPE de Paris 13^e (39 Conseils Locaux)

Union Locale FCPE de Paris 12^e (21 Conseils Locaux)

Les Unions Locales FCPE du 12^e et du 13^e arrondissements de Paris partagent les inquiétudes des parents d'Ivry et demandent également des études fiables et indépendantes des impacts sur nos enfants.

Avec le soutien de la FCPE 94

Avec le soutien de la FCPE Paris

Pollution autour de l'incinérateur d'Ivry/Paris 13 : Les agences de l'État et les pouvoirs publics incapables de rassurer les parents, l'incinérateur doit fermer

Nous, parents d'élèves d'Ivry-sur-Seine et des communes voisines, étions nombreux à être présents à la **réunion d'information sur la présence de polluants en ville** organisée par la Mairie d'Ivry-sur-Seine, mardi 27 mai 2025 à l'Hôtel de Ville.

Nous saluons la tenue de cette réunion, dont le sujet est source d'une grande inquiétude pour les habitants de nos communes, et tout particulièrement pour nous, parents.

Nous saluons l'exposition claire du Collectif 3R, et ses efforts pour rendre accessibles des données scientifiques d'intérêt pour toute la population.

Nous saluons que la Mairie d'Ivry ait assuré la présence dans la salle des représentants de l'Agence Régional de Santé (ARS), de la Préfecture du Val-de-Marne, de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France (DRIEAT), et de l'Éducation Nationale. Nous regrettons en revanche l'absence criante des responsables du Sycotom, autre que le Maire lui-même dans sa qualité de 4^e Vice-Président, et deux techniciens, et l'absence de représentants de Suez, exploitant de l'incinérateur.

Des données ont été présentées qui montrent une pollution considérable aux dioxines et aux métaux lourds dans les écoles et les parcs de nos quartiers, et leur lien avéré avec les émissions de l'incinérateur d'Ivry/Paris 13. Ces données proviennent des rapports du bureau d'études ToxicoWatch, mais aussi des mesures d'autosurveillance du Sycotom, analysées par le Collectif 3R et le journal Le Monde.

Cela fait plusieurs mois que ces informations sont disponibles. Certaines remontent à plusieurs années. Elles avaient motivé une lettre adressée à l'ARS et au Préfet du Val-de-

Marne, signée le 9 avril 2025 par les représentants de parents d'élèves de plusieurs de nos écoles – à ce jour restée sans réponse. Notre question était claire :

Est-il dangereux d'élever nos enfants aux abords de l'incinérateur d'Ivry/Paris 13 ?

Nous nous sommes rendus à la réunion du 27 mai avec l'espoir d'obtenir une réponse à cette question.

Or, les responsables de l'ARS, de la Préfecture et de la DRIEAT n'ont pas été en capacité de commenter avec clarté les données en discussion, et de répondre avec précision aux nombreuses questions de la salle.

Aucune présentation n'avait été préparée de leur part pour éclairer le débat public.

Aucun élément concret n'a été mis en avant pour *confirmer, infirmer ou relativiser* les informations qui nous inquiètent, comme avait plaidé le Maire d'Ivry avant la réunion.

Il n'y a eu aucune description précise des études en cours ou à mener pour apporter les éléments de réponse manquants.

Personne n'a pu expliquer les défauts de l'autosurveillance du Sycotom. Aucune autorité publique ne s'est exprimée pour demander des comptes au Sycotom face aux contradictions de sa communication avec ses propres données.

Personne n'a réussi à dissiper l'impression que nous dépendons du travail d'associations d'habitants bénévoles pour que ces informations nous parviennent et pour que des enquêtes sanitaires soient initiées par les services publics.

Personne n'a pu expliquer pourquoi le nouvel incinérateur sera soumis à des normes moins strictes que celles pratiquées par exemple aux Pays-Bas, pour un incinérateur construit en 2011. Les représentants de la Préfecture du Val-de-Marne semblaient même ne pas savoir s'ils ont la compétence pour abaisser ces normes.

Surtout, aucune autorité publique n'a pu dire si la pollution constatée est grave pour la santé des habitants et des nos enfants.

La seule proposition d'action qui a été évoqué est la fermeture potentielle de certaines écoles d'Ivry-sur-Seine, ce qui nous laisse perplexes. D'abord, parce que nous avons du mal à concevoir comment une telle décision pourrait être menée à bien, à l'heure où les établissements scolaires traversent des situations tendues partout dans notre territoire. Ensuite, car cette situation causerait de grandes difficultés pour les familles dont les enfants seraient envoyés loin de leur domicile. Enfin, car ce qui est mis en évidence par les études sur les mousses est une importante pollution atmosphérique, qui est donc forcément présente également partout ailleurs dans nos quartiers.

Nous sommes sortis de cette réunion plus inquiets que nous ne sommes arrivés.

Nous n'acceptons pas que la santé des nos enfants et de nous tous soit mise en péril par un défaut de service public, voire par la défense d'intérêts industriels.

Face au vide laissé par les autorités publiques, et en application du principe de précaution consacré par nos Institutions, nous exigeons l'**arrêt immédiat de l'incinération de déchets à Ivry-sur-Seine**. À défaut, nous serions amenés à tenir responsables l'État et ses représentants des conséquences sur la santé des habitants et de nos enfants qui résulteraient de leur inaction.

Contact : courriel.pecp@gmail.com